

CONSULTATION PUBLIQUE N°2019-006 DU 27 MARS 2019 RELATIVE A  
LA STRUCTURE DU PROCHAIN TARIF D'UTILISATION DES RESEAUX DE TRANSPORT DE GAZ  
NATUREL DE GRTGAZ ET TEREGA

***-- Réponses de l'UNIDEN --***

L'UNIDEN tient tout d'abord à saluer la grande clarté du document de consultation établi par la CRE.

**Question 1 : Partagez-vous le bilan de la CRE sur le dimensionnement des réseaux français de transport de gaz naturel et sur la nécessaire prudence dans le lancement de nouveaux projets d'investissement?**

Oui, totalement.

**Question 2 : Etes-vous favorable au maintien du calendrier tarifaire actuel d'avril à avril, à l'exception des termes tarifaires applicables aux PIR qui évolueraient au 1er octobre de chaque année ?**

Oui.

**Question 3 : Etes-vous favorable au maintien de la classification des réseaux, principal et régional, envisagée par la CRE ?**

Oui.

**Question 4 : Etes-vous favorable au maintien de la classification de la compensation stockage envisagée par la CRE ?**

La « compensation stockage » ne faisant évidemment pas partie de « transmission services » (au sens du code de réseau Tarif), elle ne peut être ici classée qu'en « non-transmission services » ou « services annexes ». Ceci dit, si on s'en tient à la définition figurant dans le code de réseau Tarif de ces « services annexes » (rappelée au 1<sup>er</sup> alinéa du § 2.1.2.1 page 17/44 de la présente consultation), on ne s'y retrouve pas pour le « terme tarifaire stockage » en ce qui concerne notamment

- le « reflet des coûts » qui devrait normalement être couvert *grosso modo* par le produit des enchères. Or ce n'est pas du tout le cas (encore de l'ordre de 25% seulement cette année!) du fait
  - notamment des prix de réserve à zéro
  - et surtout du niveau excessif de volume de stockage requis
    - 138 TWh ...alors que l'arrêté du 13 Mars 2018 requiert seulement 64 TWh pour assurer la sécurité d'approvisionnement de l'hiver
    - ...Globalement cela génère de façon indue un **impact considérable** pour les consommateurs !
- la « non-discrimination » : on ne peut asseoir la compensation stockage sur –par exemple– une formule de « modulation » unique pour à la fois les consommateurs protégés et les consommateurs qui ne le sont pas (puisque ces derniers seront délestés pour protéger les précédents).
- L'« objectivité » des tarifs de « services annexes » : ce n'est pas le cas ici pour la « compensation stockage » puisque son coût est induit par les prix de réserve nuls des enchères
  - ...ce qui fait que, cumulé avec l'excès de stock mis aux enchères par rapport au stock minimal requis, **le terme de compensation stockage représente encore ~75% des coûts opérationnels des opérateurs de stockage !**

- La « maîtrise des coûts » : le schéma précédemment appliqué (système des obligations qui responsabilisait directement les opérateurs de stockage) garantissait la maîtrise des coûts de stockage, ces derniers pouvant ne pas être souscrits en totalité si les coûts étaient trop élevés par rapport à des offres concurrentes. **Le schéma actuel ne garantit aucunement la maîtrise des coûts et au fond déresponsabilise** désormais les acteurs amont, bien sûr les opérateurs de stockage (couverts grosso modo quelle que soit la qualité du service rendu après fixation du « revenu autorisé ») mais aussi les traders qui acquièrent des capacités de stockage à coût quasi nul aux frais du consommateur français.

**Question 5 : Etes-vous favorable au maintien des principes de tarification (tarification à la capacité, selon un modèle entrée-sortie) et de péréquation en vigueur dans le tarif ATRT6 ?**

Oui.

**Question 6 : Etes-vous favorable à conserver globalement la répartition entrée/sortie actuelle ?**

Oui.

**Question 7 : Etes-vous favorable aux principes de tarification envisagés par la CRE pour le réseau principal ?**

Oui.

**Question 8 : Etes-vous favorable à la requalification du PIR Jura en PIRR ?**

Oui.

**Question 9 : Etes-vous favorable au maintien des rabais tarifaires envisagés par la CRE pour les capacités interruptibles ?**

L'UNIDEN est favorable au rabais de 50% envisagé par la CRE pour les capacités d'entrée (représentatif de la réalité). Par contre, pour les points de sortie (dont les taux d'interruption constatés sont en gros d'un niveau inférieur ou égal à 15%), il ne nous semble pas logique d'appliquer un abattement de 25% : c'est 15% qu'il faut retenir dans la situation actuelle.

**Question 10 : Etes-vous favorable à l'apurement du CRCP sur l'ensemble des termes tarifaires ou préférez-vous le maintien d'un apurement sur les seuls termes du réseau aval ?**

L'UNIDEN est favorable à la position envisagée par la CRE, à savoir un apurement du CRCP sur l'ensemble des termes tarifaires.

**Question 11 : Etes-vous favorable à la proposition de la CRE de répercuter la baisse des souscriptions en entrée et en sortie du réseau de manière équivalente sur l'ensemble des termes tarifaires du réseau amont ?**

Avec la réduction anticipée des consommations de gaz naturel en France, notamment au niveau des industriels (au-delà des ajustements récents induits en fait par des conversions du fuel au gaz), la France va devenir progressivement un pays de transit. A ce titre, il apparaît normal de plutôt répercuter les augmentations induites sur les tarifs d'entrées.

**Question 12 : Quelle est votre position sur l'offre de transfert de capacités entre PIR à prix préférentiel selon les modalités proposées par GRTgaz ?**

Position réservée de l'UNIDEN, à l'instar de la CRE. Si l'objectif de liquidité du PEG apparaît favorisé par la proposition apparaissant a priori intéressante de GRTgaz, nous ne disposons pas des éléments pour mesurer si ces transferts de réservations annuelles/trimestrielles/mensuelles auront des conséquences néfastes en matière de revenus du GRT.

**Question 13 : Etes-vous favorable à la possibilité pour un expéditeur de faire évoluer sa souscription de capacités aux PITTM la veille pour le lendemain, tout en conservant l'intégralité du volume de capacités initialement souscrites ?**

Oui. Tout ce qui peut générer de la flexibilité lissera les prix du PEG.

**Question 14 : Etes-vous favorable à l'évolution de la règle d'attribution des capacités au PITTM de Fos à compter de 2021 proposée par la CRE, pour tenir compte de la réduction de la capacité de regazéification à Tonkin ?**

Oui.

**Question 15 : Etes-vous favorable à l'offre de pooling aux PITTM proposée par GRTgaz ?**

L'UNIDEN est favorable à l'offre de pooling aux PITTM dans la mesure où, d'une part cela ne peut que rapporter un revenu supplémentaire à GRTgaz, et d'autre part cela ne peut qu'être positif pour le niveau du PEG via la flexibilité ainsi apportée.

**Question 16 : Etes-vous favorable au maintien dans le tarif ATRT7 des principes de tarification du réseau régional en vigueur dans le tarif ATRT6 ?**

Oui.

**Question 17 : Êtes-vous favorable à une baisse de 8 à 4 des coefficients mensuels du tarif des capacités de janvier et février ?**

L'UNIDEN est favorable à la baisse des coefficients mensuels de Janvier et Février comme proposée par GRTgaz et validée par la CRE. Une simultanéité d'application devra être assurée avec la Distribution.

**Question 18 : Etes-vous favorable à la suppression du 2eme seuil des pénalités pour dépassement de capacité comme proposé par GRTgaz ?**

Oui a priori.

Il y aura lieu cependant de bien veiller à ce que la simultanéité à la fois de la suppression de ce 2<sup>ème</sup> seuil de pénalités et de la baisse des coefficients mensuels de Janvier-Février n'aille pas plus ou moins « déresponsabiliser » certains acteurs, à l'heure de la transition énergétique où il faut donner partout les « bons signaux ». Un REX sera nécessaire.

**Question 19 : Etes-vous favorable à l'arrêt du système de redistribution des pénalités, qui seraient reversées par les GRT via le tarif ?**

Oui.

Au-delà de la question posée, il nous semblerait légitime que les revenus issus des dépassements de consommations bénéficient aux tarifs « aval » plutôt qu'aux tarifs « amont ».

**Question 20 : Etes-vous favorable à la suppression de l'offre d'acheminement interruptible à préavis court ? Si oui, considérez-vous que cette suppression devrait intervenir en parallèle de la mise en oeuvre de l'interruptibilité ?**

Compte-tenu des éléments d'analyse apportés par la CRE, l'UNIDEN est favorable à la suppression de l'offre d'acheminement interruptible à préavis court.

Reste à fixer le délai de cette suppression, que la CRE a explicitement proposé de reporter au 1<sup>er</sup> Avril 2021 (présentations en Concertation Gaz), contrairement à l'élargissement d'assiette de compensation stockage pour l'instant envisagée au 1<sup>er</sup> Avril 2020. Avec les éléments d'analyse apportés par la CRE (d'une part l'absence totale d'occurrence d'IAPC par le passé, et d'autre part l'improbabilité encore plus grande d'un besoin d'IAPC maintenant que le réseau a beaucoup plus de flexibilité que par le passé), l'UNIDEN ne pourrait accepter l'idée que soient d'application en même temps 2 offres d'interruptibilité différentes (IAPC et interruptibilité secondaire). En effet il y aurait des *risques de situations discriminantes* pour les consommateurs raccordés en Transport, dont certains (les CCG) auraient accès aux 2 dispositifs d'interruptibilité et les autres seulement à 1 :

- un CCG bénéficierait de l'interruptibilité secondaire et de l'IAPC simultanément

- ...donc d'une double rémunération
- Ce qui est potentiellement attaquant par la DG Comp (...d'autant plus que l'IAPC n'a jamais été appelée)
- Ce serait discriminant par rapport aux autres consommateurs en Transport (qui n'auraient que l'interruptibilité secondaire en option)
  - ...et ceci d'autant plus qu'en matière de merit order si jamais une crise gazière se présentait ...évidemment les CCG seraient appelés *après interruption préalable des industriels* !

Par conséquent *l'interruptibilité secondaire, si d'aventure elle voit le jour, ne pourra être activée qu'après suppression de l'IAPC et en tous les cas pas avant.*

**Question 21 : Etes-vous favorable à la suppression du terme de proximité ?**

Compte-tenu des sources de plus en plus diverses d'alimentation du réseau français d'une part, et de la dynamique voulue avec la place de marché unique désormais, l'UNIDEN considère envisageable d'appliquer un principe d'équité nationale c'est-à-dire de supprimer le terme de proximité historique qui, semble-t-il, n'est pas sans fragilité juridique.

**Question 22 : Etes-vous favorable au maintien de la remise raccordement selon les modalités en vigueur ?**

Oui.

**Question 23 : Considérez-vous comme la CRE qu'une extension du périmètre de la compensation stockage aux consommateurs raccordés aux réseaux de transport n'est envisageable qu'avec la mise en oeuvre d'un dispositif d'interruptibilité permettant une exonération partielle ou totale de la compensation stockage ?**

D'aucun ne peut prendre position sur une question si lourde de conséquences sans justification précise et circonstanciée. La réponse ne peut donc se faire en 3 mots, a fortiori en 1.

On peut comprendre que la plupart des acteurs qui ne sont pas des consommateurs industriels considèrent a priori qu'au fond, sans approfondissement préalable de cette question, un élargissement d'assiette aux consommateurs industriels n'aurait rien d'anormal et réduirait le terme tarifaire stockage sur leurs factures d'acheminement. Mais c'est méconnaître la réalité, et l'UNIDEN remercie la CRE de poser les bonnes questions dans sa consultation.

Tout d'abord les consommateurs industriels ne bénéficient pas du statut de « consommateurs protégés » fixé par le Règlement UE 2017/1938 (au 5 de l'art 2). Etant donc *de facto délestables prioritairement pour sauvegarder les consommateurs protégés*, ils ne bénéficient pas des stockages en cas de crise. Rappelons même, pour bien souligner la différence entre avoir le statut de « consommateur protégé » et le fait de ne pas l'avoir, que *désormais la solidarité régionale européenne (règlement 2017/1938 UE) conduira à déléster s'il le faut des consommateurs industriels d'Etats-membres voisins pour sauvegarder les consommateurs protégés français* ! Ceci constitue tout de même une différence de situation *considérable*, reconnue internationalement par ce qui précède, et donc la France ne peut déroger à la règle qui s'impose en conséquence.

Au-delà de ne pas bénéficier du statut protégé précédent, les consommateurs industriels sont essentiellement non climato-sensibles à titre individuel, et même le sont encore moins si on les considère de façon foisonnée, **contrairement aux consommateurs domestiques & tertiaires ...dont les pics de consommation sont parfaitement coordonnés !** Ainsi à ce 2ème titre encore, les consommateurs industriels ne bénéficient pas du stockage. **C'est tout simplement ce qu'a reconnu pendant longtemps le précédent dispositif des « obligations » de stockage: le fournisseur avait un devoir de précaution pour assurer ses engagements contractuels avec ses clients domestiques & autres, mais il ne répercutait pas aux consommateurs industriels puisque non climato-sensibles.**

La position de l'UNIDEN est donc, pour les 2 raisons précédentes, de demander que l'ensemble des consommateurs industriels soient de facto exemptés du terme de compensation stockage (bien sûr au-delà d'une consommation minimale), sans distinction entre Distribution et Transport car ne contribuant aucunement au besoin de stockage. L'UNIDEN propose une solution en réponse à la question 25.

Ceci étant réaffirmé, si d'aventure l'assiette de compensation devait néanmoins être étendue un jour comme ici envisagé, alors il serait de toutes façons incontournable de revoir la formule de « modulation ». En effet le 1<sup>er</sup> terme de la formule, la capacité souscrite (dont on défalque la consommation moyenne annuelle), est certes pertinent pour les consommateurs domestiques & tertiaires, mais il ne l'est absolument pas pour les consommateurs industriels (cf notamment les contrats de secours au gaz naturel d'outils de production de chaleur *notamment renouvelable*), en particulier parce que leur capacité maxi n'est appelée qu'en cas de rares pannes ...*sans aucune liaison avec l'hiver, contrairement aux consommateurs domestiques et tertiaires*, ...et en outre les industriels risqueraient de ne même pas en profiter si le niveau de crise requiert de les délester ! Ainsi pour les industriels (et exclusivement pour eux car ni protégés ni globalement climato-sensibles), ce 1<sup>er</sup> terme de la formule de « modulation » devrait pour le moins être remplacé par la consommation moyenne hivernale – tel que suggéré par la CRE.

Enfin, si d'aventure un quelconque recours à de l'interruptibilité secondaire devait être finalement envisagé en transport, *il ne pourrait être d'application avant la suppression préalable de l'IAPC* (laquelle est envisagée pour 2021, tel que cela fut présenté par écrit en Concertation Gaz par la CRE notamment) – ainsi que nous l'avons déjà précisé dans notre réponse à la question 20.

Enfin, abordons la question du non-alignement désormais du périmètre de compensation avec celui du « filet de sécurité » défini à l'article L. 421-6 du code de l'énergie (lequel filet de sécurité s'applique désormais à tous les consommateurs transport comme distribution), question que mentionne la CRE en fin du paragraphe 2.3.2 de la présente consultation. Pour le cas très hypothétique où toutes les capacités de stockage ne seraient pas souscrites une année par les enchères (ce qui est quasi-impossible avec les modalités actuelles..., notamment avec des prix de réserve nuls ou quasiment), alors il est clair que *chaque fournisseur impacté répercuterait tout simplement et naturellement ses charges induites par le « filet de sécurité » exceptionnel ...à ses consommateurs les plus climatiques du moment*, quel que soit leur réseau de raccordement. Donc il n'apparaît pas vraiment de problème légal ou réglementaire à ce sujet, ...d'autant plus que le « filet de sécurité » n'interviendra manifestement pas avant longtemps !

EN RESUME rappelons que, avec le précédent processus non régulé basé sur les obligations, les consommateurs industriels ne payaient pas le stockage (dans leur immense majorité). Il est donc impensable que soit mis en place un nouveau dispositif ...aboutissant à des hausse de coûts d'acheminement pour les industriels qui seraient, selon les calculs-même de la CRE, de l'ordre de 40% en transport !

Cela représenterait un enjeu pour l'industrie d'au moins 80M€/an (rien que par l'élargissement au transport), ce qui nous semble complètement disproportionné au regard

- du non-bénéfice du stockage pour les consommateurs industriels, rappelons-le,
- de l'effet d'aubaine manifeste pour les fournisseurs et traders (d'autant plus qu'ils bénéficient déjà de tarifs de transport privilégiés entre réseau et stockage),
- voire d'effet d'aubaine également pour les opérateurs de stockage (en France contrairement à tous les pays voisins sauf l'Italie),
  - est-il « proportionné » de couvrir par régulation 138 TWh ...alors que l'arrêté annuel garantissant la sécurité d'approvisionnement ne requiert que 64 TWh ?
- le tout au détriment de la compétitivité de l'industrie française par rapport à ses concurrents européens.

**Question 24 : Etes-vous favorable à l'envoi d'un signal économique aux producteurs de biométhane concernant la localisation des installations, afin de réaliser en priorité les installations engendrant le moins de contraintes sur le réseau ?**

Oui. A un moment où nous accélérons considérablement la transition énergétique, il est urgent de ménager les budgets des collectivités ...en **priorisant bien sûr les solutions les plus efficaces !**

Même s'il y aura des contraintes à résoudre, l'une des façons de réduire les coûts de production du biométhane (tel qu'exigé par la PPE) pourrait être –entre autres– d'augmenter la taille moyenne des stations de production. A ce titre des plateformes industrielles consommatrices de gaz naturel



pourraient à l'avenir accueillir opportunément certaines de ces stations de méthanisation de grande taille (pour peu que le site soit relativement proche d'un territoire agricole adéquat, bien sûr) : ainsi les capex et opex du projet ne pourraient qu'être optimisés par l'industriel accueillant l'installation (par comparaison avec une localisation alternative isolée et de petite taille, requérant de nouveaux personnels et compliquant l'équipement – l'industriel pouvant autoconsommer au moins en partie la production de biogaz, notamment).

Une autre façon de réduire drastiquement les coûts de production du biométhane est justement de promouvoir tout spécialement l'autoconsommation (via des supports adéquats). Le fait de ne plus avoir à épurer le biogaz, ni le comprimer à haute pression, ni le contrôler via un chromatographe, etc ...réduira significativement tant les CAPEX que les OPEX. Cette approche doit faire l'objet d'un support.

**Question 25 : Avez-vous toute autre proposition ou remarque sur la structure du tarif ATRT7 ?**

L'UNIDEN n'a pas de remarque complémentaire à ce stade sur la structure du tarif ATRT7, si ce n'est la proposition suivante, concernant le « terme de compensation stockage » (en tant qu'élément du tarif):

- Compte-tenu d'une part des risques juridiques que nous identifions a priori (de façon quasi-certaine) sur certaines dispositions induites par la réforme de stockage du gaz –notamment la fragilité de l'interruptibilité secondaire–, et d'autre part de la différence de situation considérable face au stockage entre d'un côté les « consommateurs protégés » (désormais protégés y compris par les pays voisins !) et d'un autre côté les consommateurs industriels (délestables prioritairement – yc au service des pays voisins), **nous appelons la CRE à œuvrer de manière que la problématique de la compensation stockage soit abordée en finale dans un sens différent, à savoir le suivant :**
  - Les consommateurs industriels dans leur ensemble sont a priori exemptés de la compensation stockage (pour toutes les raisons légitimes déjà explicitées précédemment)
  - Néanmoins les consommateurs industriels –en transport ou distribution– qui, pour des raisons propres, pourraient souhaiter être « quasi-protégés » (càd demander à être délestés les derniers), participeraient à l'assiette de compensation stockage (à un niveau à définir).